

---

# La « défense du territoire » en Italie du Nord, ou le détournement des formes de la participation locale

Lynda Dematteo *LAIOS (CNRS) France*

---

**Résumé :** L'autonomisme de la Ligue du Nord prend racines dans les provinces préalpines du Nord de l'Italie marquées par l'intransigeance catholique. Il est le fruit d'un communautarisme prepolitico qui conditionne le rejet de la nation et des allochtones sur la base d'une ethnicisation du territoire. La Ligue du Nord se propose de « préserver » la communauté locale de l'intrusion de l'administration centrale comme de celle des étrangers et relaye les revendications sécuritaires qui émergent dans les quartiers dégradés des périphéries sous les registres de l'ordre et de la propreté en lieu et place de celui du racisme. Cet article examine trois situations qui témoignent, à Bergame, de la réémergence du prepolitico dans ses manifestations locales, et illustrent le détournement populiste de la rhétorique participative. Dans la première, il s'agit de reconquérir les espaces publics investis par les étrangers, dans la seconde, de restaurer un ordre moral menacé de toutes parts, et dans la troisième, de privilégier la résolution des difficultés autochtones, le tout pour restaurer une communauté traditionnelle idéalisée.

**Mots clés :** Italie, Ligue du Nord, prepolitico, mobilisations locales, revendications sécuritaires, prophylaxie ethnique

**Abstract:** The separatism of the Northern League is rooted in the Catholic intransigence of the Lower Alpine provinces of northern Italy. It is the fruit of a prepolitical communitarianism which entails the rejection of the nation and foreigners on the basis of ethnicization of territory. The Northern League proposes "to preserve" local communities from the intrusion of the central government and outsiders and assuage the security concerns that emerge in down-at-heel peripheral districts using the vocabulary of order and cleanliness instead of that of racism. This article examines three situations in Bergamo which demonstrate the re-emergence of local manifestations of the prepolitical and illustrate the populist distraction of participatory rhetoric. The first is a case of reconquering public spaces occupied by foreigners; the second concerns restoring a moral order threatened on all sides; and, the third involves privileging the resolution of local difficulties in order to restore an idealized traditional community.

**Keywords:** Italy, Northern League, prepolitical, local mobilization, security demands, ethnic prophylaxis

---

**E**n Italie, la défense du territoire propre est à la base de toutes les mobilisations conduites par les habitants des quartiers qui refusent la présence des étrangers, et l'expression xénophobe se traduit dans ce pays par une ethnicisation du territoire, comme Clara Gallini (1989) l'a mis en évidence dès la fin des années 1980. Principal locuteur xénophobe sur la scène politique italienne, la Ligue du Nord se fait le relais de ces revendications qui émergent localement et réclame l'éloignement des « minorités non-assimilables » pour des motifs environnementaux au sens large. Les travaux pionniers du sociologue Ilvo Diamanti sur la politisation de la question territoriale dans une optique protestataire sont incontournables pour comprendre le déplacement des catégories politiques dont la Ligue du Nord fut l'un des principaux acteurs (Diamanti 1993, 1996, 2003). L'atteinte à l'intégrité territoriale, qu'elle soit réelle (vandalisme et petite délinquance) ou symbolique (dégradations de l'image du quartier et de la valeur mobilière des habitations) devient centrale dans les mobilisations contre la présence étrangère. Or, ces actions, qui se réclament de la démocratie directe et entretiennent de nombreuses affinités formelles avec les mouvements citoyens, bousculent le cadre habituel de nos représentations et subvertissent l'ordre démocratique; alors que l'implication directe des habitants dans la gestion administrative de leur quartier est généralement perçue comme un signe de vitalité démocratique, les matériaux ethnographiques recueillis à Bergame entre 1998 et 2000<sup>1</sup>, révèlent, après analyse, que des droits politiques difficilement acquis peuvent être détournés à des fins contraires aux principes démocratiques. Je tente ainsi de relever les stratégies perverses que la Ligue du Nord déploie dans l'ordre du symbolique pour mieux diffuser un discours illégitime et bousculer nos catégories morales (Babcock 1979). Les trois exemples examinés dans cet article viennent ainsi rappeler que l'échelle ne détermine en rien le caractère démocratique d'une action collective et que les revendications d'auto-

nomie locale, lorsqu'elles se réduisent à l'expression d'un communautarisme xénophobe, n'ont plus rien de démocratique en dépit des stratégies rhétoriques qu'elles empruntent. Celles-ci ne visent plus alors qu'à nourrir la fausse bonne conscience des participants.

La Ligue du Nord est une fédération de mouvements autonomistes nordistes dont le registre d'argumentation se distingue des autres registres populistes repérables en Europe dans la mesure où ce n'est jamais la communauté nationale qui doit être « préservée » mais la communauté locale, sur la base d'un racisme différencialiste qui passe le plus souvent inaperçu. Suivant la même logique, les revendications *nimbys*<sup>2</sup> « environnementalistes » ont pour effet de rendre le racisme « invisible » aux yeux de ses locuteurs italiens. Pourtant, l'ethnicisation du territoire qu'opèrent les discours de ce mouvement populaire dénote, à travers leurs motifs purificateurs, un racisme particulièrement violent.

### **La communauté traditionnelle menacée sur son propre territoire**

Mon immersion dans la Ligue du Nord à Bergame et Milan constitue la base d'une réflexion sur la sous-culture de ce mouvement populiste, les symboles, les rituels et les comportements partisans (Dematteo 2007). Mon interprétation s'inspire des analyses anthropologiques des rites d'inversion (Turner 1990; Balandier 1992). En articulant longue durée de la tradition carnavalesque et contemporanéité de la scène politique italienne, je fais émerger des éléments de continuité dans la culture politique locale qui révèlent selon moi la particularité de la Padanie et l'indépendantisme nordiste. Les membres de la Ligue ne peuvent s'appuyer sur aucune donnée objective (territoire, histoire commune, langue ou culture) pour fonder leurs revendications nationalistes; ils combinent alors de manière iconoclaste des matériaux de la culture populaire pour développer l'expression d'un anti-nationalisme padan qui renverse les stéréotypes négatifs de la culture italienne, et que j'interprète comme le produit de la dérision des institutions nationales<sup>3</sup>.

Ce renversement rencontre dans les provinces du Nord-Est de l'Italie une profonde résonance. Si la Padanie de Bossi fait sourire, l'altérité des deux Italie n'est jamais remise en cause. Le discours anti-méridional de la Ligue du Nord ne fait que porter en politique les stéréotypes culturels de certaines provinces périphériques. J'ai enquêté sur l'élaboration de ces discours en combinant enquête de terrain et dépouillement de la presse locale sur une longue période. La permanence de certains thèmes dans les journaux locaux à plus d'un siècle de distance relativise considérablement l'idée de « révolution

*leghist*<sup>4</sup> ». Le leader de la Ligue du Nord mobilise d'anciens mythes nationaux pour problématiser des enjeux contemporains, ce qui lui permet de s'inscrire dans une tradition politique locale et de créer de la syntonie avec des territoires bien précis (Hobsbawm et Ranger 1983). Lorsque les autonomistes nordistes captent certains symboles du Risorgimento, ils s'inscrivent dans une tradition politique locale et témoignent de leur volonté de se réapproprier le territoire (contre l'Italie et les étrangers) pour mieux en préserver l'héritage matériel et spirituel (Dematteo 2001).

Selon moi, il est nécessaire de revenir sur les « ratés » du Risorgimento pour comprendre l'orientation politique de ces provinces de l'Italie du Nord (Herzfeld 1997, 2003). Le comportement politique ne se laisse pas seulement conditionner par les événements récents, mais se distingue par des caractéristiques plus stables. L'enquête ethnographique révèle ce que Marc Abélès appelle des « renchainements de temporalités », c'est-à-dire une concaténation de temporalités différentes qui sont mobilisées à des fins de représentation et de légitimation politique. L'anthropologie politique française a montré comment les pratiques politiques contemporaines peuvent s'inscrire dans une historicité qui échappe à leur contrôle. Les travaux de Marc Abélès dans l'Yonne (Abélès 1989) et ceux de Yves Pourcher en Lozère (Pourcher 1987) ont mis en évidence comment la compréhension de la superposition de temporalités différentes dans les discours des acteurs locaux peuvent nous permettre de saisir une culture politique locale entendue comme « un ensemble de manière de faire et de penser la politique partagée par une communauté humaine » (Abélès 1992:21).

Bergame est, avec Côme et Varèse, l'un des trois points d'expansion du *leghismo* (idéologie de la Ligue du Nord). Cette province était depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale la vitrine du catholicisme social et la gauche laïque y a toujours été marginale. La Bergamasca passe pour l'une des provinces les plus réactionnaires d'Italie, où elle est surnommée la « Vendée blanche » en raison des insurrections anti-françaises de 1797 et de l'orientation légitimiste pro-autrichienne des vallées qui surplombent la cité. La République de Venise, afin d'asseoir sa domination sur les territoires de la *Terraferma* et de contenir les ambitions politiques des cités les plus florissantes de la plaine padane, avait consenti de larges pans d'autonomie administrative et d'importants avantages fiscaux aux vallées, qui les perdirent lorsque Bonaparte créa, sur le modèle administratif français, la République Cisalpine. Ce bouleversement institutionnel avantagea la bourgeoisie citadine au détriment des provinciaux et provoqua de nombreuses insurrections popu-

lares. C'est à partir de ces événements que se noue le conflit entre la ville de Bergame et les vallées, et la mémoire de ces anciennes révoltes paysannes est aujourd'hui réinvestie par la Ligue du Nord, qui perçoit le nationalisme comme un produit d'importation français aux conséquences funestes, et valorise les appartenances locales au nom de l'héritage habsbourgeois du Nord Est italien ; le renforcement des institutions locales préconisé par les cadres de la Ligue doit ainsi concourir à progressivement affaiblir l'État-nation. En singeant l'entreprise de construction nationale au bénéfice d'une nation inventée, la Padanie, la Ligue dénonce l'usage instrumental que les élites piémontaises firent du nationalisme (Anderson 1983). Le nationalisme padan est ainsi essentiellement instrumental et subversif : la menace de la sécession aura surtout permis aux industriels du Nord-Est de faire pression sur le centre pour obtenir des réductions d'impôts, et le simulacre ainsi produit discrédite la nation italienne plus qu'il ne concourt à l'édification d'une nouvelle réalité géopolitique.

Le parti réinvestit ainsi les thématiques de l'intransigeance catholique sans vraiment les expliciter, car ces discours ont mauvaise réputation en Italie : anti-étatiste et anti-unitaire, ils furent l'expression de la réaction et témoignent, à travers la nostalgie d'une Italie guelfe composée de Communes et d'États régionaux garantis par la souveraineté du Pape, d'une très grande inertie des représentations politiques et culturelles. Pour décrire cette conception organique de la collectivité héritée de la réaction, l'anthropologue américain Douglas R. Holmes, sur la base de sa monographie sur Rubignacco dans le Frioul (1989), a forgé le concept d'*integralism* (Holmes 2000:8).

Les discours de la Ligue s'appuient sur ce que les Italiens appellent le *prepolitico* : des conceptions particularistes propres à l'homme *guichardien* (opposé à l'homme *machiavélien*)<sup>5</sup> qui évolue dans le monde a-politique de la communauté affective, étrangère aux conflits idéologiques, et sensible aux seuls intérêts privés. Le *prepolitico*, c'est l'involution du politique tel qu'il s'ébauche à l'aube de la modernité dans les travaux de Machiavel. Dans cette optique réactionnaire, l'action politique est perçue comme venant jeter le trouble dans la gestion des affaires courantes en créant des divisions fallacieuses au sein de la communauté. De telles conceptions servent les intérêts des affairistes qui ont investi la sphère publique dans le sillage de Silvio Berlusconi et légitiment, si l'on peut dire, le patrimonialisme qu'ils affichent. Cela se traduit concrètement par une contraction de l'espace public.

L'idéologie autonomiste de la Ligue a été élaborée dans des milieux catholiques (Bouillaud 1998); la pensée autonomiste catholique s'est développée à mesure que le

processus d'unification prenait corps en Italie, les élites locales des provinces les plus catholiques s'opposant à la centralisation par une valorisation de l'institution communale qui représentait pour elles un organe de pouvoir « naturel » composé par un ensemble de familles. Les autonomistes catholiques créeront des réseaux de pouvoir horizontaux susceptibles de concurrencer l'administration centrale sur des territoires périphériques souvent négligés et exclus des réseaux de financements publics, et la Bergamasca constitue sans doute l'un des modèles les plus aboutis de cette volonté de transférer sur le terrain politique une société chrétienne intégrale. La création à l'intention des petits épargnants du *Credito Bergamasco* et des caisses de secours mutuel catholiques sera à l'origine de tout un micro-système économique vertueux qui, en dépit de son isolement culturel, portera la communauté toute entière au bien-être économique et à la fidélité électorale inconditionnelle, du moins jusqu'à la fin des années 1980. En 1982, lorsqu'il fonda la Ligue Lombarde, Umberto Bossi se contenta de reprendre à son compte la symbolique de l'autonomisme bergamasque qui s'était développée en marge des milieux démocrates-chrétiens, faisant écho à toute une tradition politique locale, délégitimée par le centre, mais toujours évoquée avec respect par les représentants locaux de la Démocratie Chrétienne<sup>6</sup>. Contrairement donc à ce que laisse entendre l'historiographie officielle de la Ligue, ce mouvement n'est pas l'œuvre d'Umberto Bossi, mais le produit d'une idéologie périphérique délégitimée, à l'évolution plus ou moins souterraine, qui remonte au début du XIX<sup>e</sup> siècle. L'émergence électorale du leghismo ne marque donc pas tant une rupture qu'une phase de recomposition de la culture politique locale : la Ligue du Nord, c'est le retour sous une forme renouvelée des vieux schémas guelfes, ce qui fait dire à certains observateurs bergamasques que le conservatisme modéré des provinces blanches a accouché d'un « monstre » en engendrant le leghismo. Parfaitement consciente de cette dérive, la hiérarchie catholique italienne a dénoncé fermement le mouvement de Bossi, qui en retour s'est acharné contre elle et notamment ses initiatives caritatives à l'intention des immigrés.

La matrice idéologique du leghismo est donc le fruit d'un catholicisme enraciné sur un territoire et vidé de ses présupposés universalistes; elle repose sur une double tradition politique locale qui remonte au Risorgimento : le néo-guelfisme<sup>7</sup> des catholiques intransigeants et le fédéralisme républicain de l'élite intellectuelle de Bergame dont prétend s'inspirer Umberto Bossi, même si le fédéralisme ouvert de Carlo Cattaneo<sup>8</sup> n'a rien à voir avec l'intolérance sur laquelle prospère électoralement les ethno-fédéralistes de la Ligue du Nord. La confluence de ces

deux courants idéologiques, surprenante à première vue, est à l'origine du concept de *bergamaschità*, selon lequel l'identité bergamasque est fondée sur un communautarisme religieux et *prepolitico* qui conditionne le refus de la conflictualité sociale au nom du motif *municipalista* (c'est-à-dire « Ce qui nous unit est plus important que ce qui nous divise »). Les « bonnes gens » de la Bergamasca (simples, honnêtes et travailleurs) sont la projection sur le territoire d'une confession commune qui fonde l'appartenance civile et politique. L'autochtonie est ainsi définie comme le partage d'un patrimoine éthique et culturel qu'il faudrait absolument préserver des influences « étrangères » et notamment méridionales<sup>9</sup>. Ces conceptions qui, aujourd'hui encore, sont divulguées par *L'Eco di Bergamo*, éclairent la nette prévalence de la droite dans la culture politique locale et le succès électoral de la Ligue du Nord.

Les discours de la Ligue du Nord, composés dans les années 1950, ne seront diffusés qu'à la fin des années 1980 dans un contexte politique très différent de celui qui avait présidé à leur élaboration. La révolution leghista s'apparenterait plutôt à une involution idéologique, le retour du *prepolitico* sous une forme post-moderne témoignant du dépassement de l'État-nation sous la forme qu'il avait prise depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Depuis 1945, les autonomistes bergamasques avaient cherché à émerger électoralement sans y parvenir, car les élus locaux parvenaient à les contenir. Entre l'autonomisme bergamasque et la Ligue du Nord existe une indéniable continuité humaine et idéologique; ici plus qu'ailleurs, la Ligue s'est enracinée en englobant des réseaux préexistants (Dematteo et Bouillaud 2004). Le discours leghista a été élaboré par des notables catholiques de la province de Bergame qui étaient en relation avec le professeur Gianfranco Miglio qui joua un rôle important bien que discret dans l'histoire de l'autonomisme nordiste<sup>10</sup>.

Cette idéologie véhicule une conception ethnique du territoire suivant laquelle la présence continue conditionne l'appartenance. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la matrice idéologique de la Ligue du Nord a été élaborée par des hommes originaires de la vallée Imagna qui a fourni les plus gros contingents d'émigrés de la province. Les émigrés italiens, parfaitement intégrés dans leurs pays d'adoption, maintiennent un lien identitaire fort avec leur vallée d'origine à travers la propriété familiale<sup>11</sup>. L'expérience de l'émigration qui, en Italie, est généralement communautaire, conditionne le rejet de la nation, et la transculturation, c'est-à-dire la traversée des cultures interconnectées (celles des diasporas et celle du pays d'origine) est essentielle à l'intelligence du leghismo. La direction de la Ligue du Nord nourrit le fantasme de ramener tous les émigrés italiens dans leurs villages d'origine,

allant jusqu'à promettre des aides à ceux qui reviendraient sur les terres de leurs ancêtres. Il existe en effet une sorte d'aristocratie montagnard, renforcé par l'endogamie villageoise qui a prévalu jusque dans les années 1950. Les militants leghisti de Bergame considèrent avec envie les montagnards car « ils ne se mélangent pas avec les autres et supportent difficilement l'intrusion des personnes étrangères à leurs communautés » (Entretien, 7/06/2000). L'isolement géographique, mais aussi l'émigration, ont nourri ce repli et contribuent à expliquer la persistance de telles représentations. L'autonomisme septentrional est, à l'origine, l'expression de ce communautarisme montagnard qui s'enracine dans le temps et dont la nostalgie réactionnaire survivra probablement à la Ligue du Nord.

La mixité culturelle vient rompre ce bel ordonnancement communautaire et introduit, selon la Ligue, la menace d'une *libanizzazione* du pays, l'expulsion des étrangers étant alors conçue comme devant restaurer les liens sociaux traditionnels. Les militants leghisti, qui expriment une profonde nostalgie de la communauté de voisinage qui était jadis le lieu de la solidarité, justifient l'expulsion des immigrés en mettant en avant « l'amour du territoire » : les autochtones seraient les seuls à savoir en prendre soin, tandis que les immigrés ne seraient que des profiteurs. Le territoire pérennise en effet la présence des ancêtres et celles des vivants qui s'en déclarent les descendants. Sa valeur réside très clairement dans le travail accumulé des générations précédentes dont les nouvelles craignent de se voir déposséder par les étrangers. Autour de ces représentations s'organise une hiérarchie relative à l'inscription au sol. Cet attachement jaloux à la terre s'enracine dans la culture paysanne. Depuis le XVII<sup>e</sup> siècle et jusque dans les années 1970, la pauvreté de ces terres de montagne contraignait les jeunes hommes à quitter leurs villages pour faire vivre leurs communautés. Le souvenir de cette culture de l'émigration est vivace, et l'arrivée des immigrés, à la faveur de l'industrialisation récente, réveille chez les autochtones une mémoire douloureuse qu'ils voudraient refouler avec les immigrés<sup>12</sup>. Contre les étrangers, ils démontrent leur « présence sur le territoire » par différents symboles partisans : des drapeaux de la Padanie s'affichent sur les habitations et les maires de la Ligue font placarder à l'entrée de leur Commune le nom de la localité en dialecte, signifiant ainsi l'autochtonie de leurs administrés. Les villes conquises par la Ligue sont autant de Communes « libérées du joug italien » c'est-à-dire, surtout et avant tout, de la République qui méconnaît leur spécificité communautaire.

L'influence de cette idéologie peut difficilement s'étendre, car elle repose sur la culture politique de certaines zones périphériques. La Ligue du Nord est un mou-

vement populaire qui s'est développé en symbiose avec cet environnement et, comme tous les partis néo-populistes, son discours repose sur le sens commun, car c'est pour le leader une manière de créer une empathie immédiate. Comme le meneur fasciste que décrivait magistralement Philippe De Felice dans les années 1940, Bossi ne fait que

reprandre sans trêve les assertions initiales dont il s'imagine être l'inventeur et qui ne sont en réalité que l'expression des passions les plus élémentaires de son peuple et de sa classe. De là, lorsqu'on écoute ses discours, l'impression d'extraordinaire pauvreté qu'on en garde. De là également le malaise qu'on éprouve à constater que des auditeurs qu'on voudrait croire sensés, peuvent s'enthousiasmer d'élucubrations aussi vaines, dans lesquelles ne se trouvent que des formules creuses, des accusations sans fondements et d'absurdes violences de langage destinées à étayer quelques affirmations tendancieuses, toujours les mêmes, et qui, à y regarder de près n'ont souvent aucune signification. [1947:355]

### Lorsque chacun s'avise de « balayer devant sa porte »

L'afflux de travailleurs immigrés est directement lié à l'expansion économique des provinces du Nord Est de l'Italie. Les petits industriels de cette région, souvent issus de familles émigrées en Suisse ou en Allemagne, font désormais faire aux autres les travaux que faisaient leurs parents ou qu'ils faisaient eux-mêmes lorsqu'ils étaient plus jeunes. Cette expérience, loin de les avoir conscientisés, les porte plutôt à se comporter avec une arrogance de parvenus. Cela se traduit par une forme de dissociation mentale : d'un côté, on profite d'une main d'œuvre bon marché, on confie ses parents âgés à des domestiques ukrainiennes, on négocie les prestations de prostituées guinéennes; de l'autre, on refuse de prendre en considération les problèmes spécifiques que rencontrent ces personnes qui vivent et travaillent en Italie depuis des années. Cette attitude, nourrie par un sentiment de supériorité ethnique, hérité du fascisme et jamais réellement questionné, a fini par créer une sous-catégorie d'individus que l'on s'emploie à rendre « invisibles » dans l'espace public, bien qu'ils contribuent largement au processus d'enrichissement collectif (Dal Lago 1999).

Ainsi, les immigrés, en dépit de leur insertion économique, ne parviennent pas à s'inscrire pleinement sur le territoire italien dans la mesure où des citoyens, la police et les administrations locales s'entendent largement pour entraver leur installation. La violence de ce rejet reflète

la brutalité des bouleversements sociaux; le Secrétaire provincial des Démocrates de Gauche de Bergame rappelait à juste titre : « Il y a quinze ans à peine, les Bergamasques n'avaient jamais vu de Noirs » (Entretien, 29/01/1999). Depuis, certains d'entre eux parlent de *milanizzazione* de leur ville à partir de la gare (littéralement *milanisation*, de Milan, substitut euphémique de *marocchinizzazione*). La mixité ethnique est plus importante dans la capitale lombarde et cette nouvelle réalité sociale effraye les provinciaux qui s'y rendent occasionnellement pour leur travail, leurs achats, etc. De fait, la périphérie milanaise s'étend toujours plus et finit par englober les petits centres provinciaux qui se transforment en cités dortoirs. Les habitants des zones périphériques assistent alors à l'arrivée massive des *extracomunitari* qui intègrent les industries de la Brianza, et voient dans le même temps leurs conditions de vie se dégrader (pollution, insécurité, etc.). Le Bergamasque se trouve soudainement dépaysé en sortant de chez lui... Aujourd'hui, on peut voir sur les murs de la province des graffiti tels que « Vive la nuit de cristal », « *White power* », « *Bossi imperatore* »... Et les agressions racistes se sont multipliées ces dix dernières années.

La Ligue du Nord exprime l'inquiétude d'une partie de la population :

Face aux accusations ridicules de racisme qui sont lancées contre les patriotes qui s'opposent à la destruction de leur propre peuple, il faut réaffirmer avec force le droit sacro-saint des nôtres à maintenir et à défendre leur propre identité ethnico-culturelle et religieuse et à ne pas se voir réduit à n'être qu'une minorité résiduelle sur sa propre terre. Concrètement il faut revendiquer le droit d'être le patron chez soi. [Mussa et al. 1999:4].

Umberto Bossi fait ainsi de la globalisation une entreprise totalitaire visant la destruction des peuples (ce qu'il appelle un « nouveau nazisme ») :

La société multiethnique et multiraciale est, en fait, une société qui de par sa nature est contre l'homme parce qu'elle mortifie en lui toute velléité de générosité sociale (...) à un certain point la société ne peut plus tolérer la perte d'identité, elle se replie sur elle-même, en développant cette pathologie sociale que constitue la désagrégation dont témoignent la drogue, la délinquance juvénile et l'homosexualité. [Bianchi et Iacopini 1994:40].

L'immigration mettrait en péril la communauté traditionnelle; elle est, selon lui, « destinée à démanteler l'idée même de peuple et d'appartenance » (Bianchi et Iacopini,

1994:40). En faisant ainsi passer l'antiracisme de la gauche à la droite, le leader de la Ligue du Nord a repris à son compte le retournement opéré par la « nouvelle droite » française dans les années 1970. Le racisme avance désormais sous le masque de l'éloge de la différence, et pour caractériser le renversement opéré, Taguieff parle de la stratégie de « rétorsion » qui vise les mots et les valeurs de l'antiracisme (Taguieff 1987). Le politologue établit en effet une distinction entre le racisme impérialiste/colonialiste ou d'assimilation (« anthropophagie ») et le racisme différentialiste/mixophobe ou d'exclusion (« anthropoémie »), reprenant celle esquissée par Claude Lévi-Strauss dans *Race et histoire* (1952). Les leghisti condamnent le premier lorsqu'ils dénoncent l'impérialisme culturel de Rome à leur rencontre, mais nourrissent le second en prétendant que l'identité locale est menacée par des éléments allogènes.

En Italie, les acteurs politiques ne sont pas les seuls acteurs sociaux à prendre en charge la production du discours xénophobe et ils craignent même d'être dépassés par les manifestations d'intolérance des habitants des quartiers multiculturels. Depuis la seconde moitié des années 1980, les mobilisations de quartier (généralement très suivies) assument en effet, au niveau local, l'expression de la xénophobie courante. Les actions des associations de quartier ne se donnent pas de visée générale et entretiennent une certaine proximité avec les formations politiques *one issue* : ne dépassant pas l'échelle d'un quartier ou d'une ville, elles négligent, pour ainsi dire, la dimension nationaliste, et mettent en scène un « nous » étroitement localiste. Mais en même temps, et de manière largement inaperçue, elles expriment le nationalisme en s'insurgeant contre l'étranger (Gallini 1991:117). Ces citoyens se mobilisent pour défendre leur « cadre de vie », selon les registres de l'ordre et de la propreté, et jamais sous celui du racisme : effet nimby et localisme se renforcent ainsi mutuellement.

Rarement exprimé directement dans l'espace public, le rejet de l'autre emprunte le plus souvent divers biais : la dégradation de l'environnement social, le développement de la petite délinquance et le tarissement de la sociabilité de quartier sont généralement mis en avant par les habitants; des revendications positives, rendues anodines, traduisant ainsi une xénophobie bien réelle. Lors du relogement de populations immigrées, la colère explose en de violents accès qui prennent parfois la forme de grandes protestations civiles (contre les Roms à Naples) ou de mobilisations suivies (contre les Chinois à Milan) qui, si elles parviennent à canaliser la violence des habitants, sont néanmoins susceptibles de dégénérer et inquiètent les autorités italiennes.

Ces mobilisations nimby intervient dans un contexte où le coût des locations a considérablement augmenté. Le prix du mètre carré est plus élevé à Milan qu'à Paris et il est difficile pour les catégories sociales les plus fragilisées de trouver un logement. L'attribution des logements sociaux fait ainsi l'objet d'une compétition entre étrangers et autochtones, et le clientélisme qui affecte parfois leur distribution contribue à exacerber les tensions<sup>13</sup>. Le droit à la sécurité émerge également dans les revendications des associations de quartier, et le contrôle d'un territoire, souvent étroitement circonscrit, fait ordinairement l'objet des revendications citadines, les habitants associant en effet immigration et petite délinquance.

Les militants de la Ligue du Nord distribuent des dossiers exhibant des graphiques mettant en parallèle l'entrée des migrants et l'expansion de la criminalité, cherchant ainsi à justifier « scientifiquement » l'amalgame migrant/délinquant sur lequel repose l'essentiel de leur argumentation. À la fois cause et effet de cette confusion, l'ethnisation de la population carcérale s'est en effet accélérée en Italie (Palidda 1999). Le nombre de détenus étrangers a ainsi considérablement augmenté dans la prison de Bergame, de 30 en 1989, ils sont passés à 140 en 1999, soit 30 % du total des prisonniers, dans la plupart des cas des clandestins en infraction avec la nouvelle loi sur l'immigration (*Il nuovo giornale di Bergamo*, 16/01/1999).

La police est le plus souvent absente des conflits qui éclatent ici et là entre les autochtones et les migrants; les premiers s'en plaignent et tentent parfois de faire justice eux-mêmes. Lorsque les Communes ne répondent pas à leurs revendications, les commerçants paient des vigiles pour « nettoyer » les places. Des rituels carnavalesques sont parfois réactivés à cette fin, comme la chasse au *marocchino*<sup>14</sup> lancée par les ultras de Florence en 1995 : le visage peint en blanc comme des clowns, les supporters armés de barres de fer ont traqué dans les rues du centre ville les vendeurs ambulants qui importunent tant les commerçants (Gallini 1989). La Ligue du Nord organise dans les quartiers où se concentrent les immigrés des « marches aux flambeaux », sorte de simulacres de lynchages aux allures de parades (Dematteo 2007). Les incidents qui ne manquent pas de se produire font ensuite l'objet de discours métaracistes préventifs : pour éviter ces malheureux excès, souvent sciemment mis en scène, expulsions les étrangers. Les formations populistes agissent en fait comme des pompiers pyromanes qui s'empresent de crier au feu après avoir allumé l'incendie. Les institutions étatiques relaient leur racisme préventif lorsqu'elles s'efforcent de contenir les tensions intercommunautaires qui émergent çà et là en entretenant l'illusion d'un contrôle frontalier<sup>15</sup>.





Affiche 1 : « Si vous nous aviez écouté... [suivent les noms de six Italiens assassinés par des étrangers]... Ceux-ci et beaucoup d'autres seraient encore parmi nous. Soutiens-nous dans notre lutte contre la criminalité et l'immigration sauvage. » Tract et affichette distribués par la Ligue du Nord.

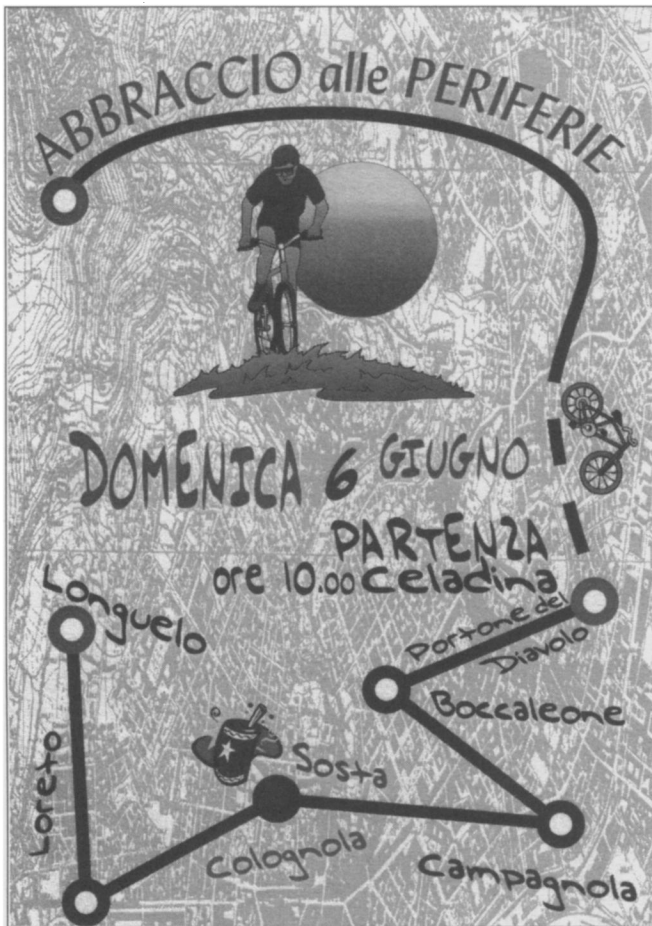
## La Ligue fait campagne dans les parcs

Les trois situations examinées plus particulièrement ici témoignent de la réémergence du prepolitico dans ses différentes manifestations et illustrent le détournement populiste de la rhétorique participative. Je me suis tout d'abord penchée sur les discours lors de la campagne municipale de 1999 dans la mesure où, pour les provinciaux de la Ligue, Bergame représente aussi bien l'Italie que son nouveau visage multiculturel, c'est-à-dire un espace à reconquérir. Les « chemises vertes » du parti entretiennent un rapport problématique avec l'espace urbain : leurs bastions se trouvent en province, et ils ne sont jamais parvenus à obtenir plus de 15 % des suffrages dans la ville de Bergame. Roberto Calderoli, l'une des principales figures du parti, a été défait lors des précédentes élections municipales et les élus locaux considè-

rent que ce sont les méridionaux qui ont « sauvé » la ville du leghismo. Quant aux militants de la Ligue, ils expliquent généralement ce divorce entre Bergame et sa province en estimant qu'« en ville le lien avec le territoire s'est perdu ». Les étrangers, parce qu'ils proviennent tous d'un Sud qui s'étend dans leurs fantasmes racistes à l'ensemble des pays pauvres de la planète, symbolisent cette invasion qu'ils se proposent d'endiguer.

Durant la campagne, les dirigeants locaux de la Ligue vont promouvoir un argumentaire non pas raciste mais « environnementaliste », parce qu'ils savent pertinemment que leurs déclarations à l'emporte-pièce seraient mal reçues en ville. Ils vont alors recourir à un registre « citoyen » pour promouvoir leurs visées politiques xénophobes, en détournant l'initiative originale d'un collectif d'associations proche du centre-gauche et visant la réhabilitation des espaces verts de la ville. En effet, à Bergame comme un peu partout en Italie, les nouveaux migrants ont spontanément investi les parcs citadins, suscitant bien souvent l'exaspération de leurs usagers habituels. Le manque d'espace et la crise du logement conduisent les étrangers à occuper des espaces publics qu'ils détournent ainsi de leurs fonctions premières, dessinant à travers leurs usages de l'espace des paysages culturels diversifiés (Scandurra et al. 2001). Ces espaces, fortement connotés ethniquement, sont souvent associés à des formes de petite délinquance, mais ils peuvent également devenir des lieux d'identification et de sociabilité pour les membres des communautés immigrées. À Bergame par exemple, les employées de maison ukrainiennes se retrouvent en plein centre, dans les jardins de Porta Nuova où elles échappent pour quelques heures à l'espace résidentiel de leurs employeurs. Mais à quelques pas de là, sur la place Cavour et dans le jardin Donizetti, les Bergamasques savent aussi qu'ils croiseront les dealers originaires d'Europe de l'Est.

L'usage quasi-privé que ces immigrés font des espaces publics est à l'origine du malaise que suscite leur présence. Par leur emploi culturellement différencié des parcs, ils remettent en question, aux yeux des Italiens, leur caractère public. Ces réappropriations attirent depuis peu l'attention des anthropologues et des urbanistes italiens, et elles éclairent, par les réactions qu'elles suscitent, le rapport très particulier que les Italiens entretiennent avec le territoire qui entoure leurs habitations. L'appropriation qu'ils réaffirment lorsqu'ils protestent contre la présence étrangère révèle que la définition de l'espace public n'est pas moins problématique chez eux. L'espace de l'urbanité devrait être celui du vivre ensemble, sans sous-estimer les réajustements que cela engendre inévitablement de part et d'autre, mais les dirigeants de



Affiche 2 : Tract annonçant le tour des périphéries à bicyclette (toutes les références partisanses sont gommées).



Photo 1 : Départ de la promenade, juin 1999. Photo de l'auteur.

la Ligue ne sauraient s'encombrer de telles considérations lorsqu'ils se réapproprient symboliquement les parcs.

Le secrétaire provincial de la Ligue sait pertinemment que son parti ne gagnera jamais les municipales à Bergame : il a donc décidé de soutenir la candidature d'une femme pour « briser » l'image guerrière de son parti. Raffaella Bordogna (42 ans) : « *una donna in mezzo alla gente* » (« une femme proche des gens ») est présentée comme la mère de deux enfants, dont le divorce et la profession d'avocate ne sont jamais mentionnés dans les brochures du parti. La fortune de son cabinet repose pourtant sur son compagnonnage avec la Ligue, dont elle a commencé par défendre les militants intempérants avant de les seconder dans leurs fonctions administratives lorsqu'ils entrèrent dans les Conseils municipaux. Elle fait partie de ces personnes qui sans avoir un profil leghista sont entrées dans le mouvement pour se « faire une place » dans un système politique local très fermé, le succès électoral de la Ligue au début des années 1990 ayant attiré une foule d'ambitieux, dont il semble bien que Raffaella Bordogna fasse partie. Secondée par un ancien militant d'extrême gauche italo-argentin qui a rejoint les péronistes avant de venir s'établir à Bergame comme conseiller en communication, elle se présentera comme une Evita Perón bergamasque en articulant sa campagne autour du langage de « l'affectif » pour mieux éluder toute référence idéologique; une promenade à bicyclette de Raffaella Bordogna dans les quartiers périphériques de la ville sera ainsi baptisée : « l'embrassade aux périphéries ».

Les représentants de la Ligue privilégiant toujours les rapports directs avec la population, et insistant sur la proximité et le pragmatisme, la campagne municipale est essentiellement tournée vers les femmes, les enfants et les personnes âgées. La candidate de la Ligue entend améliorer la qualité de l'environnement, la qualité de la vie et développer les lieux de sociabilité à l'attention des personnes âgées<sup>16</sup>.

Sa candidature sera essentiellement appuyée par des commerçants et des artisans de la ville. Ces derniers, qui craignent la concurrence des étrangers, soutiennent en effet le mouvement de Bossi<sup>17</sup>. Ils s'inquiètent également de la désaffection dont pâtit le centre-ville au profit des grands centres commerciaux de la périphérie et mettent en cause le sentiment d'insécurité. Le programme de leur candidate a une orientation essentiellement sécuritaire : Raffaella Bordogna prévoit de réformer la police municipale, requiert la présence de vigiles armés dans les quartiers de la ville et demande la création d'un super **mandat d'adjoint** à la sécurité dont elle prendrait la charge. Pour remédier aux deux principales sources de désagrément, elle envisageait même de déplacer la gare et le stade en périphérie !





Affiche 3 : Tract de la campagne de Raffaella Bordogna (le logo de la Ligue du Nord apparaît seulement en bas à gauche)



Photo 2 : Raffaella Bordogna entourée par des enfants et des personnes âgées dans le parc Locatelli, mai 1999. Photo de l'auteure.

Pour mieux mettre en scène ses propositions, la candidate de la Ligue va investir avec son staff les espaces verts de la ville, qui faisaient l'objet d'une polémique depuis plusieurs mois. Selon la presse locale, ils étaient devenus les lieux de rencontre des drogués, des clochards et des marginaux. Les forces de l'ordre, conscientes du phénomène, les surveillaient étroitement, mais ils étaient malgré tout désertés par leurs usagers habituels : les enfants et les personnes âgées, ce qui favorisait en retour l'afflux de personnes suspectes. Raffaella Bordogna se proposa donc de réinvestir les parcs afin de les restituer à leurs usagers légitimes. Elle va planifier différentes initiatives en fonction des problèmes qu'elle entend affronter : ses partisans vont s'enchaîner dans le parc de la Malpensata pour manifester contre la présence de prostituées, distribuer des ballons et des glaces aux enfants dans les différents parcs du centre ville et même offrir aux promeneurs un spectacle de clowns...

À chaque initiative, les références au parti de Bossi sont aussi rares que discrètes, et en investissant les parcs citadins, Raffaella Bordogna s'inspire directement de la démarche d'un collectif d'associations parrainé par la Commune un an auparavant, détournant alors toute une série de propositions formulées par le centre gauche. L'administration sortante (composée d'anciens communistes et d'anciens démocrates-chrétiens) avait en effet soutenu une initiative qui proposait aux habitants d'« adopter les parcs citadins » afin d'éviter d'avoir recours aux vigiles (Ruocco 1998). Les associations (à commencer par les objecteurs de conscience) estimaient en effet que le sentiment de sécurité ne dépendait pas forcément de la présence d'hommes en armes dans les parcs de la ville. Souhaitant limiter l'action des vigiles aux heures nocturnes, les objecteurs de conscience proposèrent de multiplier les initiatives récréatives et culturelles pendant la journée; en faisant en sorte que les habitants réinvestissent les parcs de leurs quartiers, on pouvait selon eux éviter qu'ils ne deviennent le repère des délinquants. Ils espéraient impliquer la communauté locale, vaincre l'incivilité et redonner confiance aux riverains; en amenant ainsi les habitants à débattre de l'usage des parcs, une prise de conscience des problèmes réellement posés devenait possible.

L'administration communale de l'époque, déjà attaquée par la droite pour son laxisme, s'était dans un premier temps montrée hostile au projet, mais les objecteurs de conscience ont conduit une enquête dans les parcs pour mesurer le sentiment de sécurité des promeneurs et contrer les discours sécuritaires de l'opposition<sup>18</sup>. En moyenne, les interviewés dirent fréquenter le parc une fois par semaine, généralement l'après-midi, car la plu-



Affiche 4 : Tract annonçant la manifestation de la Ligue dans le parc Locatelli pour la campagne de Raffaella Bordogna (aucune référence politique n'apparaît).

part des parcs sont fermés le soir. Contrairement aux lieux communs répandus par la presse locale, 83 % d'entre eux estimaient que les parcs étaient sûrs, et dans leur définition de la sécurité, la propreté arrivait avant la petite délinquance. Un tiers des interviewés disaient avoir assisté à des incidents qu'ils considéraient comme « nocifs pour la sécurité » et parmi ceux-ci, le vandalisme arrivait en tête. C'est donc l'entretien des parcs qui était mis en cause, et si la présence d'un gardien était jugée nécessaire pour empêcher les actes d'incivilité, celle d'un vigile était la dernière option choisie. Il existait donc un écart significatif entre le sentiment des usagers et les articles alarmistes paraissant alors dans *Bergamo Sette*.

Lorsque la candidate de la Ligue reprend à son compte cette initiative, elle prend une toute autre signification, faisant des parcs des lieux de « reconquête sociale » à forte connotation ethnique. Le staff de Raffaella Bordogna veut amener les Bergamasques à se réap-

roprier les parcs contre la *malavita* étrangère – les immigrés qui y stationnent dans la journée, figurant cette « invasion du territoire » que la Ligue veut contenir. Les cadres de la Ligue doivent représenter sans jamais l'énoncer explicitement l'exigence de prophylaxie ethnique de leur électeur. Durant la campagne, le message sera suggéré à travers des images de la dégradation des parcs (détritus sur les aires de jeu, seringues abandonnées dans les allées). En délogeant leurs adversaires de leurs thèmes traditionnels (engagement citoyen, qualité de l'environnement, etc.), les représentants de la Ligue se montrent particulièrement habiles. En détournant la rhétorique de la mobilisation citoyenne et de la démocratie directe, ils brouillent les repères de l'électorat et disqualifient les thèmes de campagne progressistes par les réemplois cyniques qu'ils en font. En agissant de la sorte, ils s'efforcent de mettre en évidence la vacuité des solutions proposées par la gauche, puisque dans leur esprit seule l'expulsion constitue une réponse au phénomène migratoire. Ils la délogent également de ses thèmes habituels, la contraignant à se repositionner. Ce type de stratégie perverse est tout à fait caractéristique des tactiques rhétoriques mises en œuvre par les représentants de la Ligue du Nord qui, par dérision, détournent les symboles partisans et retournent les discours de leurs adversaires politiques (Dematteo 2007).

#### « Mordre la vie » et ne pas la subir...

La candidature de Raffaella Bordogna était également soutenue par l'association *Mordilavita*, qui regroupe des habitants du quartier de la Malpensata qui jouxte la gare de Bergame. Créée en 1997, cette association se propose de remédier à la dégradation sociale du quartier, et ses promoteurs, tout en rejetant le projet sécessionniste de la Ligue, s'inspirent de ses modes d'action. À l'issue du bras de fer qui l'a opposé à la majorité de centre gauche pour la création d'un corps de vigiles urbains, le président de *Mordilavita*, Orio Zaffanella, décida de s'engager dans la campagne municipale en créant un nouveau collectif politique : *Bergamo Sicura*. La surdité de la Commune l'y aurait pour ainsi dire contraint :

Nous avons cherché à dialoguer avec l'administration de centre gauche, sans résultat, nous avons alors mené des actions assez retentissantes en engageant toujours plus de personnes, et comme ils ne nous prenaient toujours pas au sérieux, qu'ils n'apportaient pas de réponses à nos revendications, alors nous avons décidé de franchir le pas. [Entretien, 01/06/1999]

Au départ, Orio Zaffanella a envisagé de faire campagne seul, mais le collectif *Bergamo Sicura* n'ayant sans

doute pas les moyens financiers suffisants pour ce faire, il s'est résolu à soutenir la candidate de la Ligue du Nord :

Elle s'intéresse aux besoins des gens, à leurs intérêts, nous n'avons eu aucun problème lorsque nous nous sommes alliés avec elle [...] Nous avons voulu lui donner les voix que nous étions susceptibles de recueillir de façon à obtenir quelque chose de concret, nous l'avons fait dans l'intérêt des citoyens et pas dans le nôtre, car nous ne sommes pas avec la Ligue, nous sommes avec elle, nous avons fait un choix bien précis, nous insistons toujours sur son nom, nous ne reprenons pas le discours de la Ligue même si nous opérons dans la même direction sur les questions d'ordre public. [Entretien, 01/06/1999]

Au cours de la campagne municipale, les membres de Bergamo Sicura se montrèrent d'ailleurs particulièrement soucieux de se distinguer des militants de la Ligue qui faisaient partie du staff de leur candidate, en portant des tee-shirts qui les en distinguent et en ne cessant de réaffirmer leur rejet de l'autonomisme nordiste.

Comme Umberto Bossi, Orio Zaffanella rejette les deux principales forces politiques italiennes sous prétexte qu'elles ont recyclé les représentants de la Première République, se dit eurosceptique (au point d'envisager un nouveau conflit européen), mais produit un discours métaraciste, particulièrement euphémisé, en effectuant une « montée en généralité » pour défendre des intérêts nimby. De toute évidence, il ne s'adresse pas aux mêmes catégories sociales que la Ligue :

Les problématiques personnelles, existentielles, les rapports avec les autres sur le territoire doivent susciter, disons, une certaine réaction de la part de l'individu. L'individu ne doit pas tout absorber sans réagir. Il doit en partie assimiler les choses, il doit en partie réagir [...] Lorsque nous avons commencé, nous avons voulu analyser les problèmes des gens sur le territoire, les problèmes qu'ils rencontrent avec les autres personnes, avec les administrateurs, et l'un des problèmes majeurs que nous avons relevé, c'est le besoin de sécurité, le fait de ne plus pouvoir se retrouver, de ne plus pouvoir faire coïncider son identité avec son propre territoire. Concrètement le territoire va dans un sens et les gens dans un autre. Le territoire va vers une européisation et les gens se replient sur eux-mêmes, sur leur maison, les relations avec les autres sont plus réduites, l'égoïsme est plus important et ils refusent l'immigration. [Entretien, 01/06/1999]

Entre les objectifs énumérés dans les statuts de l'association et les actions réellement menées, il y a cependant un écart significatif. Si l'on s'en tient aux premiers, il

semble que l'association ait vocation à venir en aide aux personnes en difficulté en les appuyant de différentes manières : « L'association Mordilavita entend être un instrument – réel et concret – au service des gens en recueillant, en analysant, en approfondissant et en interprétant “pour résoudre” les problèmes et les difficultés des personnes. » L'association entend favoriser l'insertion des habitants dans le monde du travail, développer une action qui soit à la fois sociale, culturelle et politique. Elle veut :

améliorer la réalité sociale et le climat culturel général en aidant l'individu singulier, en intervenant dans les situations de difficultés et de marginalisation, en accompagnant moralement et culturellement les personnes par une présence active de soutien [...] Les besoins des personnes seront au centre de l'action afin d'éviter que ne se concrétisent des gestes, des actes et des situations déviantes et explosives. [Atto costitutivo di associazione, 20/03/1997]

En réalité, les membres de l'association se montrent surtout préoccupés par le développement de la prostitution aux abords de leurs habitations : Mordilavita organise ses propres « marches aux flambeaux » pour sensibiliser les élus et réclame des vigiles de quartiers (« Fiaccolata contro il degrado », *LEco di Bergamo*, 24/11/1998).

Ce décalage ne relève pas d'une simple ruse, il est plutôt le produit de la fausse bonne conscience qui entoure l'expression du racisme dans nos sociétés policées. Les militants de Bergamo Sicura sont intimement persuadés qu'ils ne sont pas racistes; dans le quartier de la gare, la petite délinquance prend de l'ampleur et les riverains ne veulent pas rester sans rien faire. Pour le Président de l'association, les citoyens bergamasques seraient « expropriés de leur territoire par les criminels », et il mentionne à ce propos le meurtre en janvier 1999 de deux commerçants par des étrangers dans des quartiers périphériques (*La Padania*, 13/01/1999). Il s'agit là selon lui d'une « criminalité contagieuse » qui recrute sans cesse parmi les immigrés clandestins, les marginaux et les désaxés : une « marée de marchandises humaines prête à tout pour survivre ou vivre aux dépens de la communauté » (cf. tracts). Selon lui, on ne saurait contraindre les citoyens à vivre au contact de cette « diversité » et de ces « déviances ». Comme les représentants de la Ligue, le président de Mordilavita se montre cependant soucieux de distinguer immigrés et clandestins : « Sur l'immigration, nous sommes plutôt tolérants [...] Nous parlons seulement des clandestins. C'est fondamental. L'immigré qui s'est intégré, qui a fait des sacrifices, parce qu'ils ne reçoivent aucune aide, jamais, ils doivent s'arranger tous seuls... » (Entretien, 01/06/1999).



Photo 3 : Les membres de l'association Mordilavita s'enchaînent devant le parc de la Malpensata pour manifester contre la petite délinquance et la dégradation de leurs lieux de vie, juin 1999. Photo de l'auteure.

Les membres du collectif Bergamo Sicura ne sont pas uniquement préoccupés par les problèmes de sécurité liés au développement de la petite délinquance étrangère, ils s'alarment aussi du dépérissement de la morale publique, et l'univers politique semble devenu pour eux la source d'une insécurité plus grande encore. Le président de Mordilavita tient les politiciens pour des délinquants et le besoin de sécurité dont il se veut l'interprète concerne aussi bien la prostitution que la délinquance en col blanc :

Bergamo Sicura, ce n'est pas uniquement un discours sécuritaire concernant le territoire, c'est une demande de sécurité qui concerne également la fiabilité de ceux qui nous gouvernent, leur sérieux personnel, leur sérieux politique, etc. Je parle d'une fiabilité susceptible de se traduire par des résultats appréciables sur le territoire de la communauté qu'ils administrent. [Entretien, 01/06/1999]

Depuis que la Ligue du Nord est devenue une force de gouvernement, elle a peu à peu abandonné cette thématique qui avait fait son succès au début des années 1990. Le « pacte de fer » conclu au lendemain des élections

administratives de 1999 avec Silvio Berlusconi jette une ombre définitive sur la volonté de restauration morale de la Ligue du Nord. Le leader de *Forza Italia* est en effet le parangon de cette « culture de la fourberie » selon laquelle seuls les imbéciles sauraient être honnêtes, l'honnêteté ne menant nulle part, et surtout pas au pouvoir. Comme beaucoup d'Italiens entretiennent, chacun à leur échelle, des rapports avec la sphère de l'illégalité, l'opinion publique se montre plus tolérante à l'égard des criminels autochtones qu'à l'égard des étrangers, qui ne sont souvent que les exécuteurs des basses œuvres des premiers. La Ligue du Nord excuse ainsi plus facilement la corruption que le trafic de stupéfiants, par exemple quand elle dénonce explicitement le fait que les autorités emprisonnent les dirigeants locaux alors que la criminalité étrangère envahit les rues de la ville.

Le Président de Bergamo Sicura se fait ainsi le porte-parole d'une inquiétude plus large, relative à la globalisation de la criminalité sous ses formes mineures, mais également sous ses formes financières, qui rend aujourd'hui instables l'environnement immédiat comme les institutions locales. Il n'hésite pas à se poser comme le repré-

sentant des citoyens contre l'administration : « Le politicien est devenu notre adversaire, le politicien qu'il soit de gauche ou de droite, le politicien qui nous ignore parce que nous lui posons des problèmes ».

### **Le camp de réfugiés roms de Boccaleone**

La mobilisation des habitants de Boccaleone contre les tziganes, relayée par la presse locale et la Ligue du Nord, illustre de quelle manière les instruments de la démocratie directe peuvent être détournés à des fins purement électoralistes. Certains quartiers, déjà dégradés, concentrent de nombreuses difficultés; c'est notamment le cas du quartier Boccaleone de Bergame. La sixième circonscription (Boccaleone et Malpensata) regroupe déjà toutes les structures les plus « indésirables » (friches industrielles, campements de tziganes, prison, Luna Park, cirque, siège des transports collectifs); selon sa présidente, une élue de la Ligue, elle est devenue la « décharge » des situations dérangeantes. La Municipalité de centre gauche prévoyait en 1998 d'y construire un nouveau camp de réfugiés destiné à remplacer l'ancien, une structure provisoire, construite à la hâte cinq ans auparavant pour accueillir les tziganes persécutés. Le camp situé sur la via Rovelli regroupait au moment de l'enquête deux communautés : au 160, dans un ancien abattoir, vivaient à peu près 80 Roms musulmans du Kosovo, pour l'essentiel des hommes; au 99, vivaient des Roms serbes d'origine roumaine, parlant un dialecte roumain et de confession orthodoxe : ils étaient 160 et composaient une vingtaine de familles (parmi eux 80 hommes, 25 femmes et 40 enfants). Les deux communautés ne s'entendaient pas et causaient bien des difficultés aux deux travailleurs sociaux en charge du camp.

Lorsqu'ils eurent connaissance du projet, les habitants du quartier ont protesté en arguant que la structure serait trop proche des habitations. Depuis plus d'un an déjà, la détérioration du camp provisoire attirait des ennuis à la municipalité, et les élus de la droite, relayés par une certaine presse locale, alimentaient la polémique. Les journaux dénonçaient dans de nombreux articles la « dégradation du quartier », se faisant les porte-paroles des riverains manifestement excédés par ce voisinage :

Les hôtes de la via Rovelli ne travaillent pas, ils ne gagnent pas d'argent, et cependant nous les rencontrons au supermarché, ils font des courses pour des sommes importantes, dans les bars, ils ne lésinent ni sur les cigarettes, ni sur l'apéritif et les petits encas. D'où sortent-ils tout cet argent, dites-moi ? De la mendicité d'une part, mais pour le reste ? Des vols. Et nous, nous sommes leurs distributeurs de billets et personne ne

bouge ! [« In balia degli Albanesi », *BergamoSette*, 13/02/98]

La peur et le ressentiment montent donc chez les habitants de Boccaleone. Ils mettent en cause l'angélisme du centre gauche, qui prendrait en compte les difficultés des Roms et négligerait les leurs, et se sentent abandonnés par la Municipalité.

Si la situation s'est récemment dégradée, Bergame reste l'une des villes les plus riches et les plus tranquilles d'Italie, mais la presse locale n'est pas moins alarmiste et produit des discours d'une rare violence xénophobe. Les habitants affirment être excédés de devoir vivre dans une sorte de « Bronx méditerranéen » contrôlé par les Roms et les Albanais du camp d'accueil de la via Rovelli. Ils sont persuadés que celui-ci est devenu le foyer de la petite délinquance et les travailleurs sociaux sont effectivement embarrassés lorsqu'il s'agit de démentir l'hypothèse (entretien, 16/06/1999), même si cela ne justifie en rien les généralisations de certains journaux. Il semble parfois que seuls les faciès inhabituels suffisent à effrayer les habitants (« Tenera è la notte (se c'è la polizia) », *BergamoSette*, 10/09/1999).

Les habitants les plus radicaux sont bien évidemment ceux de l'immeuble le plus proche : « La logique voudrait que l'on organise un référendum entre les habitants. Ce n'est pas juste que celui qui a fait des sacrifices pour s'acheter un appartement le voit ensuite déprécié à cause du voisinage d'un camp de gens qui ne travaillent pas, n'apportent que des ennuis et des maladies » (« Boccaleone un coro di no : 'vogliamo il referendum' », *Il Nuovo Giornale di Bergamo*, 10/03/1998) ».

À l'entrée de la via Rovelli, se trouvent les containers destinés aux toilettes. Les Bergamasques vivent cette situation comme une offense personnelle; à Bergame comme en Suisse, l'expression de la xénophobie se focalise souvent sur les excréments de l'autre (les étrangers sont régulièrement accusés d'uriner contre les murs). Dans la presse locale, le camp est présenté comme un « foyer d'infection » :

Les vagues d'émigration continues et fréquentes, et partant l'installation de centaines de personnes dans des conditions de promiscuité et de difficultés matérielles, ont favorisé la résurgence de pathologies que nous avons depuis longtemps reléguées dans les replis de notre mémoire historique, lorsqu'elles étaient encore le symbole de la faim, de l'arriération et de la pauvreté qui sévissaient dans notre pays [...] Ce n'est pas un hasard si la tuberculose est réapparue en Italie en concomitance avec les flux migratoires les plus consistants, c'est-à-dire entre 1991 et 1994. [BergamoSette, 13/02/1998]



C'est ainsi que les « populations en danger » se transforment en « populations dangereuses » (Chevalier 1978).

« Nous ne sommes pas une poubelle ! » En mars 1998, la Ligue du Nord fait monter la tension en proposant d'organiser un référendum consultatif, dont le résultat ne laisse aucun doute, sur la localisation du nouveau camp tzigane de Bergame<sup>19</sup>. Le 9 mars, la Ligue mobilise les habitants du quartier de Boccaleone qui envahissent la salle du Conseil municipal. La présidente de la sixième circonscription conduit la rébellion des habitants, avec le soutien du Secrétaire provincial de la Ligue : « Nous ne permettrons pas que cette base arrière de voleurs soit réalisée aux frais de la communauté ! C'est pourquoi je soutiendrai le référendum que propose de réaliser la présidente de la sixième circonscription » (« Campo nomadi, presto il referendum », *Il Nuovo Giornale di Bergamo*, 13/03/1998). Ce dernier demandera ensuite dans un style très leghista que le nouveau camp soit entouré de fossés remplis de crocodiles afin d'empêcher les tziganes d'en sortir. La Commune doit faire face à une levée de bouclier : une pétition recueillie déjà 1200 signatures, le maire leghista de la commune voisine s'oppose également à la construction de la structure et les ex-démocrates-chrétiens de la circonscription se désolidarisent de la majorité communale... La décision est renvoyée en raison de l'imminence des élections communales.

Les conseillers municipaux de Ligue du Nord requièrent bientôt une session spéciale sur le thème de l'ordre public en présence des autorités policières et appelle à une « mobilisation générale » contre l'administration. La présidente de la sixième circonscription célèbre la participation directe des citoyens et préconise le démantèlement du camp. Le 16 mars 1998, le Conseil communal est le lieu d'un nouveau chahut (Compte rendu de session du 16 mars 1998). Les membres de la Ligue ont de nouveau mobilisé les habitants qui sont venus en nombre assister aux délibérations : une centaine d'entre eux, massés au fond de la salle, restèrent silencieux et obséquieux, jusqu'à ce qu'on aborde la question du règlement interne du camp. Une femme s'écria alors : « Mais quel règlement de règlement ? Moi je m'en vais ! » La présidente de la sixième circonscription reprit : « Oui, allons-nous en ! » Et en se tournant vers l'assistance : « De toute façon, ici, c'est eux qui décident ! » Derrière les têtes, un panneau est apparu : « Moins de Roms. Moins d'impôts ! » ; l'assistance se leva alors en masse pour crier aux membres de la majorité : « Bouffons, rentrez chez vous ! » Un esclandre s'ensuivit. D'un côté, les résidents de Boccaleone (et, précisa *L'Eco di Bergamo*, quelques personnes qui n'habitaient pas le quartier) insultaient le maire et ses conseillers. De l'autre, le secrétaire de la Ligue s'en prenait au Secrétaire com-

munal coupable de l'avoir rappelé à l'ordre. On a hurlé de toute part jusqu'à ce que le secrétaire de la Ligue renverse dans un excès de colère la bouteille d'eau qui se trouvait sur son pupitre, et que la session soit suspendue, pour ne reprendre que quinze minutes plus tard.

Les représentants de la Ligue s'appuient ici sur les habitants excédés pour faire valoir leurs options politiques à la veille des élections. Dans toute cette affaire, la gauche est dans une posture assez inconfortable, puisque la Ligue du Nord médiatise une question qu'aucun politicien local ne voudrait voir médiatisée, car d'un point de vue électoral, les tziganes ne sont ni porteurs, ni payants. Les représentants de la Ligue « font les idiots » : ils réclament à haute voix ce que les autres s'arrangent pour faire discrètement, car dans la province, les tziganes font l'unanimité contre eux.

En s'opposant à toute mise de fonds relative à l'entretien du camp, la Ligue contribue un peu plus à sa dégradation et exacerbe les difficultés du quartier; elle a beau jeu de dénoncer ensuite le manque d'intégration des populations en question. La Commune refusera de financer le référendum sur le camp de réfugiés, et les partis de gauche attaqueront l'initiative dans un tract où la Ligue sera accusée « d'envelopper dans un manteau de volonté populaire leur position intolérante ». En mai, la sixième circonscription organisera sur ses propres fonds un référendum et finalement les élus de *Forza Italia* démantèleront le camp au lendemain de leur victoire de juin 1999.

Ces matériaux ethnographiques recueillis en 1999, où les immigrés sont explicitement assimilés à des déchets (« Nous ne sommes pas une poubelle ! »), confortent la thèse radicale que développe actuellement le sociologue anglais Zygmunt Bauman (Bauman 2004, 2007). La construction du « mur de Padoue » marque aujourd'hui l'aboutissement de ce processus d'ethnisation du territoire qui affecte l'Italie du Nord et plus largement l'Europe occidentale. Ce mur de métal, long de quatre-vingt mètres et haut de trois, enserre depuis le mois d'août 2006 un quartier dégradé du centre de Padoue, afin d'en faciliter le contrôle par les forces de police qui surveillent jour et nuit les allées et venues des habitants (essentiellement des clandestins) depuis des *check points*. Sa construction, lancée par une administration de centre gauche, fut initialement requise par les riverains effrayés par les affrontements récurrents entre les gangs qui se disputent le contrôle du marché de la drogue. Ce mur qui a fait l'objet de débats au Parlement a été comparé dans la presse italienne, tantôt au mur de Berlin, tantôt au mur de Cisjordanie, mais il évoque plutôt les ghettos qui, dans l'histoire européenne, permettaient aux autorités de contrôler la population juive.



## Conflits globalisés et paranoïas locales

Ces trois études de cas illustrent selon moi la réémergence du *prepolitico* dans la gestion des tensions locales relatives au processus de globalisation. Il s'agit, dans le premier cas, de reconquérir les espaces publics investis par des étrangers, dans le second, de restaurer un ordre moral menacé de toutes parts, et dans le troisième, de privilégier la résolution des difficultés autochtones, le tout pour restaurer une communauté traditionnelle largement idéalisée. La Ligue pense la territorialité en termes d'identité : communauté et territoire sont pour elle superposables et la nécessité de cette coïncidence justifie l'expulsion des étrangers. Les discours recueillis s'articulent tous autour des catégories du pur et de l'impur : est pur celui qui est à sa place, est impur celui qui transgresse les frontières définies par la nature. Le déplacement est un désordre. Ces idées relèvent du mythe et mettent en œuvre au sein de la modernité, les catégories de la « pensée sauvage » (Douglas 2001). La mixophobie de la Ligue est exigence de différence et suppose un essentialisme culturel qui nie la perfectibilité humaine. Ses représentations, qui tournent autour de la génération et s'inscrivent dans la temporalité de la reproduction, reposent sur la crainte de se voir supplanter sur « son » territoire par un groupe différent et dénotent une volonté de se retrouver dans ses descendants. En janvier 2003, le parti faisait placarder dans les rues de Bergame des affiches représentant une petite fille blonde avec ce slogan : « Faites des enfants padans ».

La Ligue du Nord offre ainsi un cadre d'expression à l'inquiétude engendrée par les bouleversements sociaux (urbanisation sauvage, disparition des réseaux de solidarité traditionnels, arrivée massive d'immigrants...), et propose des solutions simples et expéditives. Les discours préventifs qu'elle produit ravivent les craintes irrationnelles engendrées par les conflits de l'ex-Yougoslavie; ils évoquent de manière détournée les logiques de la « purification ethnique » qui ont ensanglanté le pays voisin. À la veille des élections locales, la guerre du Kosovo viendra d'ailleurs durcir les tensions. La Ligue du Nord ne manquera pas de jouer sur les imaginaires en agitant le spectre de la « substitution ethnique », et déroutera ses alliés autonomistes du Parlement européen en prenant fait et cause pour les Serbes, dépossédés de leurs territoires ancestraux par les Albanais du Kosovo. Ces derniers (à l'instar des autres autonomistes) avaient manifestement le tort d'être musulmans.

Au moment des bombardements de l'OTAN sur la Serbie et le Kosovo, les élus bergamasques de la Ligue s'enorgueillirent des opérations humanitaires menées sur

le territoire de l'ex-Yougoslavie (« La solidarietà è tutta orobica », *La Padania*, 30/04/1999). La Province de Bergame et le Cesvi (Coopération et développement) ont réalisé trois camps dans le sud de l'Albanie, et envoient sur place des volontaires, des techniciens et des produits de première nécessité. Le quotidien de la Ligue interroge à ce propos le Président de la Province, un élu de la Ligue qui, par ses propos altère les présupposés de l'action de cet organisme humanitaire laïque et indépendant :

Avant tout, nous devons mettre en avant l'activité de la Cesvi. C'est un organisme présent partout dans le monde pour venir en aide, offrir sa coopération, mais surtout favoriser le développement des populations en difficulté pour différentes raisons (catastrophes naturelles, guerres ou autres) chez elles [C'est moi qui souligne]. Il s'agit d'un soutien, et j'insiste sur ce point, qui vise à réinsérer dignement les populations dans leur pays d'appartenance et d'origine. Il décourage les grandes migrations qui dénaturent les populations qui se déplacent et celles qui subissent en grande partie ces intrusions... Avec la Cesvi (une ONG membre du *Coordinamento di organizzazione e di cooperazione allo sviluppo*), la Province de Bergame organise depuis deux semaines des opérations dans les Balkans pour aider toutes les populations qui souffrent en cette période de guerre. L'aide que nous apportons est très concrète puisqu'il ne s'agit en rien d'une aide générique (dons alimentaires ou financiers), nous y allons en personne avec des volontaires de la protection civile de la Province de Bergame, le corps de la Police provinciale et des techniciens. [« La solidarietà è tutta orobica », *La Padania*, 30/04/1999]

Les camps *Bergamo-Vrion*, *Serio-Telepene* et le centre d'accueil restructuré de *Brembo-Quafe Kashte*, financés par le programme ECHO de l'Union Européenne, se trouvaient dans la région de Valona en Albanie. Toujours selon le Président de la province, saisi par la mégalomanie humanitaire, ils étaient susceptibles d'accueillir 6000 à 7000 personnes; en attendant, la ville de Bergame est incapable d'assurer des conditions de vie décentes aux quelques réfugiés présents sur son territoire...

Orio Zaffanella et les habitants de la Malpensata se préoccupèrent beaucoup de ce conflit susceptible d'atteindre leurs arrières-cours : les Roms kosovars de la via Rovelli s'efforçaient déjà de faire venir leur famille en Italie. En avril 1999, l'association Mordilavita envisageait ainsi d'envoyer mille personnes à Belgrade pour servir de boucliers humains et tenter d'empêcher la guerre : « Nous voulons identifier le véritable problème qui a engendré cette guerre et vérifier qui sont les vraies vic-

times de ce conflit » (« In mille a Belgrado », *La Padania*, 3/04/1999). L'objectif de ces nouveaux « Mille » était de faire cesser les bombardements de l'OTAN et le nettoyage ethnique, de rouvrir les négociations afin de régler la situation du Kosovo. Les « Mille » de la Malpensata projetaient de manifester à Belgrade et même d'envoyer une délégation auprès du Président Milosevic – comme Bossi au même moment !

## Détournements et glissements de sens

Les profonds bouleversements sociaux qui affectent aujourd'hui les sociétés occidentales brouillent les registres d'argumentation de la gauche et de la droite, et nourrissent un repli identitaire sur ce qui semble le plus intangible, le territoire. Le développement des discours sur les bienfaits de la proximité administrative a contribué au succès de la Ligue du Nord, qui a toujours vanté les mérites de la démocratie directe et considéré le fédéralisme comme une panacée. Les élus locaux de la Ligue prétendent que les conflits idéologiques sont désormais dépassés; contre les grands discours, ils prônent une action administrative concrète qui réponde au plus près aux besoins des habitants. Le mouvement a ainsi activement milité pour obtenir l'élection directe du maire, du président de la Province, du conseil communal et du conseil provincial (loi du 25 mars 1993, n. 81 en Suppl. ordinario de la Gazz. Uff. n. 72, du 27 mars 1993), contribuant ainsi au démantèlement de l'héritage administratif fasciste; ce n'est pas le moindre paradoxe de ce parti par ailleurs centraliste et autoritaire, mais la Ligue du Nord est un mouvement hybride, autonomiste et populiste, et les relations qu'elle entretient avec la démocratie sont pour le moins ambiguës. Pour imposer leurs vues, les représentants de la Ligue, qu'ils soient ou non dans l'opposition, invoquent sans cesse la souveraineté populaire contre les institutions. Les mobilisations d'intolérance xénophobe qu'ils orchestrent empruntent toujours des voies d'expression démocratique.

Cette stratégie fait incontestablement la force de ce parti, qui reste foncièrement non violent et relativement respectueux des procédures administratives en dépit des attaques verbales; mais ces mobilisations, bien qu'elles soient présentées comme relevant de la démocratie directe, n'en sont pas moins l'expression de pulsions (égoïsmes locaux, xénophobie, racisme, etc.) qui enfrennent les principes constitutionnels de la République. Les procédures démocratiques sont ainsi détournées afin de remettre en cause les principes qu'elles étaient. Le patriotisme micro-local se présente alors sous sa face la plus dangereuse. Lorsque l'identification territoriale devient problématique, les habitants semblent incapables de répondre positivement aux défis engendrés par les chan-

gements sociaux. La dégradation de certains quartiers périphériques engendre la dislocation du tissu social (disparition des relations de voisinage et des réseaux de solidarité) et les habitants ne savent plus lutter en créant des associations susceptibles de prendre en charge leurs revendications en matière de logement, de services publics, etc. Les mobilisations qui émergent dans de tels contextes sont exclusivement défensives et semblent exprimer une orientation politique quand bien même leur organisation est confiée à des groupes indépendants. C'est alors le rejet de l'autre qui permet au quartier de retrouver une certaine unité sociologique largement illusoire. Lorsque l'horizon de la participation locale, c'est l'exclusion, voire le lynchage, il est plus que légitime de se poser des questions sur la santé de la démocratie locale dans les périphéries des grandes agglomérations italiennes.

La stratégie de la « rétorsion » mise en œuvre par la nouvelle droite mine non seulement les discours anti-racistes, mais également l'ensemble des manières de dire ou de faire de la gauche. Cette technique de subversion est d'autant plus efficace qu'elle permet aux populistes d'avancer masquées leurs assertions dérangeantes. Les trois cas que nous avons analysés illustrent parfaitement cette stratégie. À l'occasion des municipales, lorsqu'elle détourne le projet des objecteurs de conscience pour mettre en scène ses idées, la Ligue vide le mot « participation » de son sens démocratique : l'« adoption » des parcs se transforme en « réappropriation », voire en « libération » prenant ainsi une coloration raciste. Suivant la même logique, le président de l'association Mordilavita entretient la confusion entre le discours caritatif et le discours xénophobe. Cela lui permet de faire circuler ces revendications illégitimes dans l'espace public. Enfin, lorsqu'elle exploite les peurs et les ressentiments des habitants de la périphérie en recourant au référendum d'initiative populaire, la Ligue fait un usage dévié des instruments de la démocratie directe. Elle y recourt non pas tant pour résoudre des difficultés réelles que pour populariser ses options partisans et discréditer les droits constitutionnels. Ces stratégies permettent ensuite aux hommes de la Ligue d'opérer une inversion en se présentant comme les « vrais démocrates » contre les hommes de l'*establishment* italien. Le défi que lance aujourd'hui l'extrême droite aux institutions démocratiques occidentales est nouveau dans la mesure où elle ne veut plus les abattre, comme les fascistes dans les années 1920, mais les investir pour mieux les subvertir.

*Lynda Dematteo, LAIOS (CNRS-EHESS), FMSH, 54 Bd Raspail, 75270 Paris, Cedex 6, France. Courriel : lynda.dematteo@umontreal.ca.*

## Notes

- 1 J'ai réalisé mes recherches ethnographiques en vue de l'obtention du doctorat de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS, Paris) en anthropologie sociale dans la Bergamasca. Située au Nord-Est de la Lombardie, cette province (population résidente de la province : 937 000 hab., chef-lieu : 115 000) est l'une des provinces italiennes les plus riches, c'est aussi le bastion électoral de la Ligue du Nord. La réalité sociale bergamasque est contrastée : cette province hyperactive est aussi l'une de celles qui ont le taux d'illettrisme le plus élevé : elle fait partie de ce « Sud du Nord » que les sociologues italiens évoquent depuis que la Ligue interroge le centre.
- 2 Acronyme de l'anglais « *Not In My Back Yard* » (*pas dans mon arrière-cour*), ce terme provient des États-Unis et désigne de façon péjorative le combat d'associations de riverains créées pour défendre leur environnement local, sans tenir compte de l'intérêt général.
- 3 Entre 1982, année de sa fondation, et 2000, quand elle s'allie à nouveau avec Silvio Berlusconi, la Ligue du Nord a beaucoup évolué. Les politologues s'accordent aujourd'hui pour distinguer deux grandes phases dans la chronologie leghista : une première phase fédéraliste de 1982 à 1994, et une seconde phase sécessionniste de 1994 à 2000 (Biorcio 1997). Dans un premier temps, la Ligue lombarde s'affirme électoralement dans les provinces industrialisées de la périphérie de Milan, pour devenir très rapidement le parti des « classes moyennes productives » apparues dans les années 1980 à la faveur du développement des Petites et Moyennes Industries et Entreprises (PMI-PME). Premier parti du Nord en 1992 lorsque la Démocratie Chrétienne sera laminée par les révélations des magistrats du pool « Mains Propres », la classe dirigeante de la Ligue sera dépassée par son succès et se révélera incapable de répondre aux attentes des Italiens du Nord. La victoire d'une coalition de gauche en 1996 et l'inclusion (inespérée) du pays dans l'union monétaire européenne conduiront le parti à radicaliser ses positions. Après la déclaration d'indépendance de la Padanie, le leader de la Ligue sera isolé comme un « fou dangereux », et les électeurs de droite reporteront leurs votes sur Silvio Berlusconi. L'entrepreneur milanais, sans être indépendantiste, partage en effet beaucoup des options politiques de la Ligue du Nord, et après sa victoire aux élections en 2001, il nommera ses dirigeants, dont Umberto Bossi, à la tête de trois ministères importants : les Réformes institutionnelles, la Justice et le Travail. En 2003, Umberto Bossi sera victime d'une attaque cérébrale qui l'a très sérieusement diminué : il ne sera plus le tribun qu'il a été, même s'il fait toujours l'objet d'un culte populaire impressionnant. La défaite de la nouvelle droite aux élections politiques d'avril 2006 et le « non » au référendum sur la réforme de la Constitution promue par les leghisti en juin de la même année sanctionne définitivement le déclin politique de la Ligue du Nord.
- 4 Adjectif italien relatif au nom du parti de la Ligue du Nord.
- 5 François Guichardin (1482-1540), historien florentin, plus modéré que son contemporain Nicolas Machiavel, était favorable aux oligarchies citadines et au *statu quo* politique. Il est l'auteur d'une critique de la méthode de pensée machiavéenne traduite depuis peu en français.
- 6 La Démocratie Chrétienne, loin de condamner l'esprit de clocher, l'a savamment cultivé en défendant avec constance le principe de subsidiarité contre la forme administrative centralisatrice prise par la République italienne.
- 7 Le néo-guelfisme fut théorisé par Vincenzo Gioberti (1801-1852), ce prêtre patriote était favorable à la création d'un État italien fédéré autour du pape. Ce courant du nationalisme italien faisait référence aux péripéties de la querelle des Investitures (1075-1122). Au Moyen Âge, les guelfes, partisans de l'Empereur Henri IV, se sont affrontés au sujet de la collation des titres ecclésiastiques. Le pape cherchait à affaiblir le pouvoir temporel en s'appuyant sur les marchands qui avaient investi les assemblées communales, tandis que l'empereur s'appuyait sur l'aristocratie afin de rétablir l'ordre sur ses domaines, l'un et l'autre cherchant à établir sa suprématie (Dematteo, 2001).
- 8 Carlo Cattaneo (1801-1869) savant bergamasque, plusieurs fois condamné par la censure autrichienne et menacé de déportation. Il était partisan d'une graduelle autonomie politique dans le cadre de l'Empire austro-hongrois, la Lombardie-Vénétie serait ensuite venue rejoindre une fédération indépendante des peuples italiens qui aurait préfiguré des États Unis d'Europe sur le modèle de la confédération helvétique. Également homme d'action, Cattaneo fut en 1848 le leader des « Cinq Journées » de Milan : il tint tête à Radetzky et fit preuve d'une grande sagacité politique. Conseiller de Garibaldi, il tenta d'imposer en vain le principe fédéraliste contre celui de l'annexion. Républicain, il refusa lorsqu'il fut élu, d'entrer au Parlement pour ne pas avoir à prêter serment au roi. Déçu par les suites de l'unification italienne, il alla finir ses jours en Suisse.
- 9 Dans les années 1980, la Ligue du Nord se fera connaître en s'élevant contre l'emprisonnement au Nord des chefs de clan sous prétexte de protéger les communautés septentrionales de la « contamination mafieuse ».
- 10 Gianfranco Miglio (1918-2001) était professeur de science politique à l'Université Catholique du Sacré Cœur de Milan. Figure marginale de la Démocratie Chrétienne, il se fera dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, le paladin de l'autonomisme nordiste. Durant toutes ces années, il nourrira une réflexion sur le fédéralisme et restera en contact avec les groupuscules autonomistes. Élu sénateur sous l'étiquette leghista en 1992, à l'âge de 74 ans, bientôt surnommé le « *Grande Vecchio* » de la Ligue, ce professeur qui apparaissait déjà comme un « vieil original » jouera les ultra-leghisti sécessionnistes. Ses déclarations provocatrices finiront par impatienter Bossi, et en 1994, il sera définitivement écarté.
- 11 Aujourd'hui, dans cette vallée, 71 % des maisons sont inhabitées, car elles appartiennent aux émigrés (*L'Eco di Bergamo*, 13/06/1999).
- 12 Signalons l'ouvrage du célèbre journaliste italien Giorgio Bocca paru en 2002 chez Rizzoli, *L'Orda d'oro. Quando gli Albanesi eravamo noi* [La Ruée vers l'or. Quand les Albanais, c'était nous] qui réactive, photos à l'appui, ce qu'on appelle la « légende noire de l'émigration italienne », c'est-à-dire l'ensemble des représentations faisant de l'expatriation, une chimère, un chemin de souffrance et de perte, une véritable malédiction.

- 13 Par souci de transparence, les journaux locaux de Bergame publient la liste des familles retenues par les services publics, tandis que la Ligue du Nord souhaiterait qu'une préférence locale soit juridiquement entérinée.
- 14 Le terme *marocchino* désigne en italien tous les ressortissants du continent africain.
- 15 Les camps de rétention dont l'Europe est aujourd'hui parsemée sont, au-delà de leur iniquité, des dispositifs administratifs aussi complexes qu'inutiles dont la fonction principale est de rassurer une opinion publique alertée par des semeurs de haine.
- 16 Le vieillissement de la population citadine n'est pas étranger à la montée du sentiment d'insécurité. La population de la cité est plus âgée que celle de la province qui est déjà plus âgée que la moyenne de la population nationale (21,5 % de la population bergamasque était âgée de plus de 65 ans au 1er janvier 2000).
- 17 Le 20 juillet 2000, les commerçants de la ville de Bergame se mobilisèrent afin que des licences commerciales ne puissent être délivrées aux étrangers [*BergamoSette*].
- 18 85 entretiens directs ont été réalisés à cet effet.
- 19 Le référendum consultatif tel qu'il est défini à l'article 6 (alinéa 3) de la loi constitutionnelle 142/90 est une institution typique de la démocratie directe. C'est une forme de participation populaire optionnelle à travers laquelle les citoyens ont la possibilité d'exprimer leurs opinions sur les programmes, les interventions ainsi que le fonctionnement de l'administration locale. C'est le Statut communal qui définit les titulaires du pouvoir d'initiative (loi du 29 mars 1903 n°103). L'objet du référendum relève exclusivement des compétences locales. La loi ne se prononce pas sur les éventuels blocages que génèrent ces initiatives référendaires. C'est une pression de fait sur les organes gouvernementaux des institutions locales.

## Références

- Abélès, Marc
- 1989 Jours tranquille en 89. Ethnologie d'un département français. Paris: Odile Jacob.
  - 1992 Anthropologie politique de la modernité. *L'Homme* 121(1):15-30.
- Anderson, Benedict
- 1983 *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. London: Verso.
- Babcock, Barbara
- 1979 *The Reversible World: Symbolic Inversion in Art and Society*. Ithaca: Cornell.
- Balandier, Georges
- 1992 *Le pouvoir sur scène*. Balland: Paris.
- Bauman, Zygmunt
- 2004 *Wasted Lives. Modernity and its Outcasts*. Cambridge: Polity Press.
  - 2007 *Modus vivendi. Inferno e utopia del mondo liquido*. Roma: Laterza & Figli.
- Bianchi, Stefania, et Roberto Iacopini
- 1994 *La Lega ce l'ha crudo ! Il linguaggio del Carroccio nei suoi slogan, comizi e manifesti*. Milano: Mursia.
- Biorcio, Roberto
- 1997 *La Padania promessa. La storia, le idee e la logica d'azione della Lega Nord*. Milano: Il Saggiatore.
- Bouillaud, Christophe
- 1998 Les antécédents idéologiques de la Ligue du Nord. *Revue française de Science politique* 48(3-4):458-479.
- Chevalier, Louis
- 1978 *Classes laborieuses et classes dangereuses pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris: Pluriel.
- Dal Lago, Alessandro
- 1999 *Non persone. L'esclusione dei migranti in una società globale*. Milano: Feltrinelli.
- De Felice, Philippe
- 1947 *Foules en délire, extases collectives*. Paris: Albin Michel.
- Dematteo, Lynda
- 2001 *La Lega Nord : entre volonté de subversion et désir de légitimité*. *Ethnologie française* 1(janvier-mars):143-152.
  - 2007 *L'Idiotie en politique. Subversion et néo-populisme en Italie*. Paris: Editions du CNRS.
- Dematteo, Lynda, et Christophe Bouillaud
- 2004 *Storia del autonomismo nordista del 1945 ad oggi. Dans Culture politiche e territorio in Italia 1945-2000*. Adriana Castagnoli, dir. Pp. 32-51. Milano: Franco Angeli, collana Istituto piemontese per la storia della resistenza e della società contemporanea.
- Diamanti, Ilvo
- 1993 *La Lega. Geografia e storia della Lega Lombarda*. Rome: Donzelli Editore.
  - 1996 *Il male del Nord. Lega, localismo, secessione*. Rome: Donzelli Editore.
  - 2003 *Bianco, rosso, verde...e azzurro. Mappe e colori dell'Italia politica*. Bologna: Il Mulino.
- Douglas, Mary
- 2001 *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*. Paris: Éditions La Découverte.
- Gallini, Clara
- 1989 *Giochi pericolosi. Dall'esotismo al razzismo in alcune pratiche simboliche*. *Problemi del Socialismo*, 2 N.S.:149-170.
  - 1991 *La mise en scène du racisme italien*. *Terrain* 17:105-109.
- Herzfeld, Michael
- 1997 *Cultural Intimacy: Social Poetics in the Nation-State*. New-York: Routledge.
  - 2003 *Localism and the Logic of Nationalistic Folklore: Cretan Reflections*. *Comparatives Studies in Society and History*. 45:281-310.
- Hobsbawm, Eric, et Terence Ranger
- 1983 *The Invention of Tradition*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Holmes, Douglas R.
- 1989 *Cultural Disenchantments. Worker Peasantries in Northeast Italy*. Princeton: Princeton University Press.
  - 2000 *Integral Europe. Fast-Capitalism, Multiculturalism, Neofascism*. Princeton: Princeton University Press.

- Lévi-Strauss, Claude  
 1952 Race et histoire. Paris: UNESCO.
- Mussa, Giorgio, Carlo Corti et Roberto Ronchi  
 1999 Padania, identità e società multirazziale. Milano: Enti Locali Padani Federali (fascicule propagandiste).
- Palidda, Salvatore  
 1999 La criminalisation des migrants. Actes de la Recherche en Sciences Sociales 129:39-49.
- Pourcher, Yves  
 1987 Les maîtres du granit. Les notables en Lozère du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours. Paris: Orban.
- Ruocco, Danilo  
 1997 Tutti i colori del verde nero su bianco. Assessorato ai Lavori pubblici e al Verde, Comune di Bergamo.
- Scandurra, Enzo, Carlo Cellamare et Patrizia Bottaro, dirs.  
 2001 Labirinti della città contemporanea. Roma: Meltemi
- Taguieff, Pierre-André  
 1987 La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles. Paris: Editions La Découverte.
- Turner, Victor  
 1990 Le phénomène rituel. Paris: PUF.
-